

Dans le cadre de sa mission d'informer et de faciliter la concertation entre tous les partenaires concernés par la sécurité alimentaire, la **C.N.S.A** en collaboration avec le **FEWS-NET** publie ce bulletin mensuel qui se veut un outil d'alerte précoce, de diffusion des données sur la sécurité alimentaire et d'intégration des interventions dans ce domaine.

Flash Info No 18 / Période couverte : Octobre 2006

Publication: Novembre 2006

ALERTE PRECOCE: PAS D'ALERTE MISE EN GARDE AVERTISSEMENT AVIS D'URGENCE

TABLE DES MATIERES

Résumé et implications 1
 Calendrier saisonnier et des faits marquants..... 1
 Suivi des risques et des désastres subits. 2
 Situation dans la Grande Anse 2
 Évolution de la saison agricole 3
 Accessibilité des aliments sur le marché 3
 Conclusions et recommandations..... 4

Résumé et implications

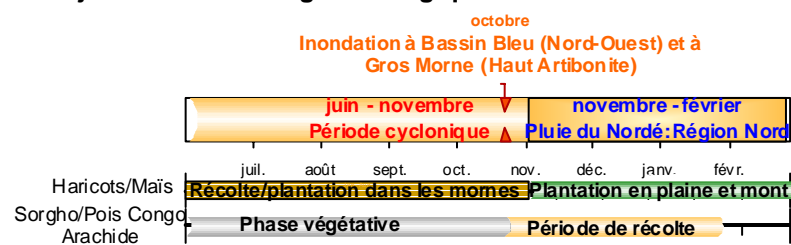
En dépit de certains dégâts isolés aux cultures, au bétail et aux infrastructures enregistrés à Bassin Bleu, dans le Nord-Ouest et à Gros Morne, dans le Haut Artibonite, le mois d'octobre a été caractérisé par des pluies relativement modérées et bien réparties. Cela a été favorable aux deux principales cultures de la saison : le haricot et le sorgho, dont la récolte sera concentrée aux mois de décembre et janvier. Divers informateurs clefs sur le terrain anticipent pour la saison d'automne 2006 de très bonnes récoltes pour ces cultures.

Si la gourde a subi une légère dépréciation par rapport au dollar américain, le prix du carburant à la pompe a par contre continué à chuter. Cette situation a contribué à garder le prix des produits alimentaires importés et locaux à un niveau stable qu'ils connaissent depuis juin.

Le déboisement extrêmement rapide observé dans le département de la Grande Anse est inquiétant. Au rythme actuel, l'on ne devait pas attendre 10 ans pour en voir les conséquences néfastes sur la production agricole, l'environnement et la sécurité alimentaire de la région. De solides mesures urgentes doivent être prises en vue de guérir les parties endommagées et de protéger celles qui restent intactes. Ces mesures pourraient comprendre la réglementation des coupes, de vastes campagnes de sensibilisation et de mobilisation de ressources pour le reboisement et le développement d'autres options économiques pour la population.

Calendrier saisonnier et des faits marquants

Figure 1. Calendrier des cultures et des faits marquants pour la majorité des zones agro écologiques



La saison cyclonique touche presque à sa fin. La diminution des pluies ressentie depuis octobre devrait être plus manifeste durant le mois de novembre et encore moindre pour tout le reste de la saison sèche dans la majorité des régions d'Haïti. Cependant la région Nord du pays, notamment le Nord-Ouest, devrait bénéficier les pluies du Nordé qui faciliteront la mise en place des cultures dans les grandes plaines sèches et les piedmonts.



Contact: Douby EXANTUS à dexantus@cnsahaiti.org ou Epitace NOBERA haiti@fews.net

Suivi des risques et des désastres subits

La saison cyclonique, qui finit en principe fin novembre, a beaucoup baissé d'activité. En octobre, un des mois les plus pluvieux de l'année en Haïti, de fortes pluies se sont abattues sur le pays (voir Figure 3), surtout dans le Nord-Ouest, particulièrement dans la commune de Bassin Bleu et dans quelques localités du haut Artibonite, notamment dans la commune de Gros Morne. Selon un rapport de CARE-Haïti, qui n'a pas fait une estimation chiffrée, les pluies du 25 octobre ont été dévastatrices et ont occasionné des dégâts considérables. On note des pertes notables au niveau du bétail, la décapitalisation des petits commerçants dont les marchandises ont été emportées par les eaux de ruissellement, la perte de jardins et des dégâts au niveau des infrastructures routières. En dépit de l'ampleur des dégâts, il est toujours important de souligner qu'il n'y a pas eu de pertes en vies humaines, ce qui donne une note positive au fonctionnement du système de gestion de désastres en train d'être consolidé à travers le pays.

Contraintes et Potentialités du département de la Grande Anse (Sud-Ouest d'Haïti)

La plus grande partie du département de la Grande Anse (estimée à 85% environ) est circonscrite dans la zone de montagnes humides (voir Figure 2). Cette zone est surtout caractérisée par une pluviométrie abondante et une forte déclivité qui la rend susceptible à l'érosion. Bénéficiant en général (et même cette saison) d'un bon régime pluviométrique bien réparti, ce département jouit d'une bonne production agricole. La force de l'agriculture qui y est relatée peut encore être expliquée par sa grande diversité de cultures. La Grande Anse reste la plus grande zone de production de cacao et l'une des plus importantes zones de production de café et de cultures vivrières d'Haïti. Par cette diversité culturelle et l'importance des cultures de rente, les communautés sont moins vulnérables à la perte totale de production et de revenus liée à des désastres naturels tels que les tempêtes tropicales. La Grande Anse possède aussi d'autres potentialités qui, si elles étaient mises en valeur, pourraient grandement servir à améliorer les conditions de sécurité alimentaire des communautés de la région. Il possède une grande bande côtière (9 des 12 communes sont côtières) à partir de laquelle la pêche pourrait être développée comme important axe de développement économique. Malheureusement, la pêche reste encore dans un état embryonnaire ne permettant pas de générer un bon profit à ceux qui s'y adonnent.

En dépit de son apparence prometteuse sur le plan agricole, la Grande Anse rencontre des problèmes majeurs qui pourraient avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire à l'avenir :

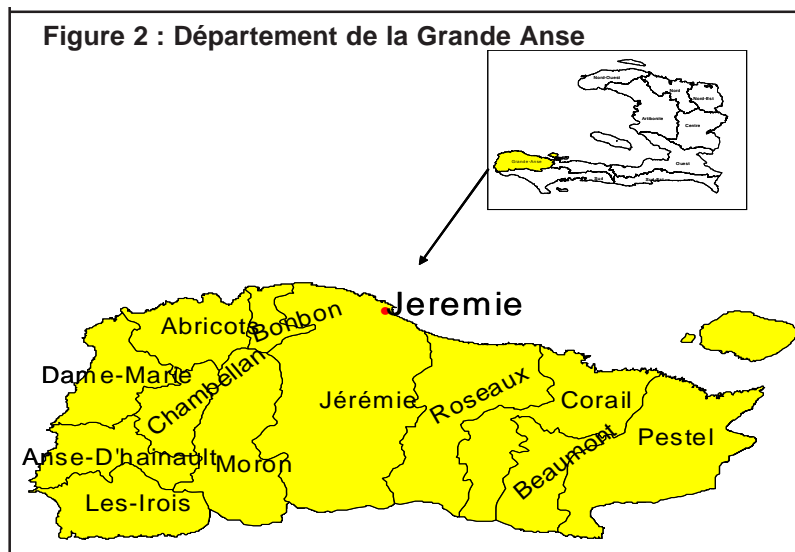
1. Le mauvais état des routes qui continue à bloquer l'accès des produits agricoles aux principaux marchés d'écoulement tels que Port au Prince. Cela cause des différentiels importants de prix ; ces derniers sont toujours plus bas pour les produits locaux et plus hauts pour les produits importés. Les informateurs-clefs du département estiment qu'actuellement les produits locaux (haricot, igname par exemple...) se vendent à un prix dérisoire tandis que les produits

importés se vendent environ 15 à 20% de plus qu'à Port-au-Prince.

2. Malgré l'importance des cultures d'exportation (café, cacao), le déclin du prix de ces produits sur le marché international vis à vis des produits d'Haïti reste un autre handicap empêchant aux ménages de tirer suffisamment de profits de ces produits;

3. La coupe excessive des arbres qui se pratique actuellement pour la production de charbon de bois représente une grave menace qui pèse sur l'environnement de la zone. Des ports de Jérémie, d'Anse d'Hainault et

Figure 2 : Département de la Grande Anse



de Corail, des bateaux et des voiliers partent chaque semaine avec des milliers de sacs de charbon de bois à destination de Port-au-Prince. Selon un informateur clé, pour le seul port de Jérémie, environ 60,000 sacs de charbon de bois partent chaque semaine vers Port-au-Prince. Cette zone, étant majoritairement en pente et avec une mince couche de sol déposée sur du calcaire friable, la déforestation va avoir des impacts néfastes et irréversibles sur la production agricole de la Grande Anse.

4. En outre, étant sur la trajectoire des cyclones et des grandes tempêtes tropicales, ce département est en butte à de sérieuses difficultés, notamment au niveau de la perte de matériels de pêche qui ont des impacts lourds sur les communautés bordant la cote. Les zones côtières les plus exposées sont principalement Dame Marie, Anse d'Hainault et les Irois.

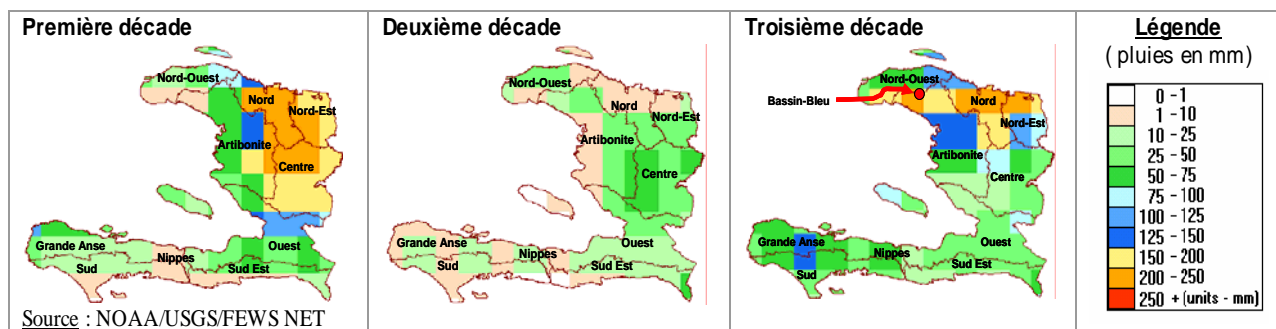
Concernant ce dernier point, le département a été l'un des plus touchés par la tempête tropicale Ernesto du mois d'août. Selon un rapport de la Coordination Départementale de Gestion de Risques et de Désastres de la Grande Anse, les dégâts ont surtout porté sur les maisons, les infrastructures, les champs et le bétail (cf rapport de FEWS NET de novembre 2006). A Jérémie et à Pestel, les deux communes les plus affectées (contrairement à l'habitude), il y avait respectivement 98 et 93 familles sinistrées, 6 et 28 maisons détruites et 98 et 65 maisons endommagées. Grâce aux efforts de la Coordination Départementale de Gestion de Risques et de Désastres de la Grande Anse, regroupant toutes les directions départementales des différents ministères, certaines activités au niveau des risques ont été réalisées. Elles consistent entre autres, en sensibilisation, motivation et formation de la population en gestion des catastrophes naturelles, en assistance financière aux ménages déplacées, et à la réparation par le Ministère des Travaux Publics, du Transport et des Communications de routes ayant été endommagées par les tempêtes tropicales.

Pour faire face au problème de déboisement, des mesures énergiques devraient être rapidement mises en place. Ces mesures incluraient: 1) une vaste campagne de sensibilisation de la population sur les méfaits à court et moyen terme de ce déboisement et sur les remèdes à y apporter ; 2) l'exécution de programmes de protection et de développement de bassins versants prioritaires; 3) la promotion d'autres secteurs économiques comme la pêche; et 4) la revue de la réglementation en vigueur et sa mise à jour en vue de protéger le patrimoine forestier. Cette dernière mesure n'aura d'effets que si les instances locales à différents niveaux disposent des capacités requises et si les conditions favorables sont créées pour la mise en œuvre effective de la réglementation. Du fait que le Département de la Grande Anse est souvent en proie à de nombreuses intempéries (cyclones, inondations, éboulements, etc...), un programme de prévention et de mitigation des risques et désastres y serait particulièrement bienvenu.

Evolution générale de la saison agricole et son importance dans la disponibilité des aliments

Le mois d'octobre, à l'exception de la première décade, est marqué par une certaine récession de la pluviométrie déclenchée depuis le début de la période cyclonique, le 1^{er} juin (Figure 3). Notons cependant que les fortes pluies de la troisième décade ont endommagé les plantations de haricot dans les zones où elles ont été plantées en août, car la culture était déjà en phase de floraison. Les fortes pluies de la troisième décade du mois d'octobre ont en tout cas encouragé les paysans à intensifier les travaux de préparation de sol au niveau des

Figure 3. Estimations satellitaires de pluies pour les 3 décades du mois d'Octobre 2006

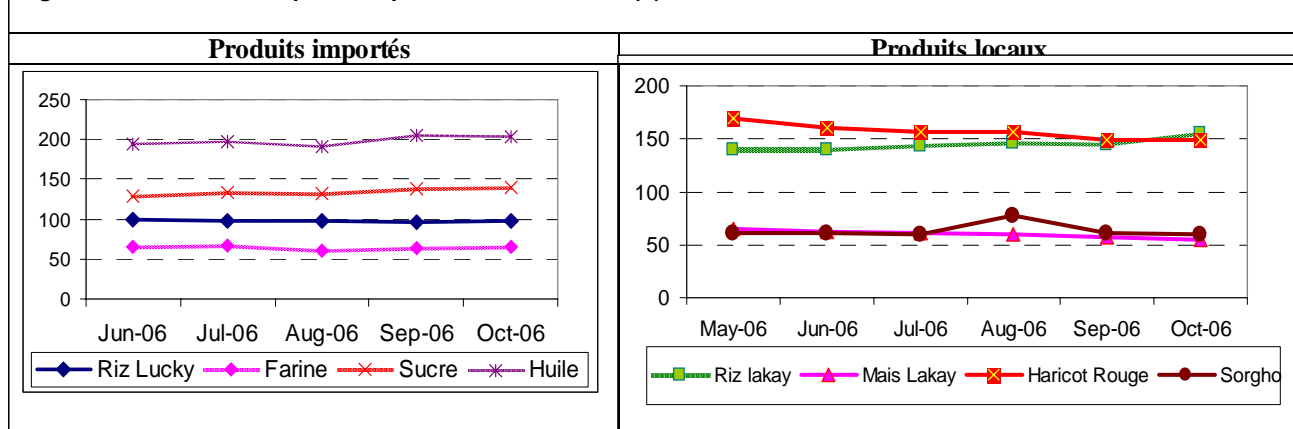


grandes plaines sèches du Nord-Ouest à l'approche de la grande saison, qui elle débute en novembre dans cette zone. La relativement bonne répartition de la pluviométrie au niveau national a été favorable au haricot en phase végétative et au sorgho en phase de remplissage de grains dans de nombreuses régions du pays. Selon les informateurs clés sur le terrain et d'après les images satellitaires, les récoltes attendues de la saison d'automne seront supérieures à la moyenne des récoltes de la même saison des 3 dernières années si les pluies restent modérées durant le mois de novembre. Cela est d'autant plus encourageant que la saison de printemps avait également été bonne. Au niveau du plateau central, le mois d'octobre était marqué par la fin de la récolte du maïs et du petit pois. Dans cette région, on assiste à un début de récolte du pois congo et la production de banane est à son plus haut niveau. Dans le sud, la pluviométrie du mois d'octobre a été bien répartie et, bien qu'inférieure à celle de l'année passée, a été très favorable à la croissance des cultures comme le maïs, le pois congo et le petit-mil.

Accessibilité des aliments sur les marchés

La période allant de juin à octobre 2006 est caractérisée par une stabilité remarquable au niveau du prix des produits alimentaires importés et locaux (Figure 4). Cette stabilité est surtout observée chez les produits importés dont la détermination du prix est directement liée aux prix du carburant et au taux de change du dollar américain par rapport à la gourde. Tel qu'il a été mentionné dans le bulletin du mois d'octobre, une légère hausse du dollar américain par rapport à la gourde haïtienne a été observée. Le prix du carburant a chuté alors que le dollar a connu une petite hausse (passant de 39.20 en septembre à 39.40 gourdes en octobre pour un dollar américain). Notons que le prix de certains produits agricoles continue à baisser. C'est le cas du maïs

Figure 4 : Évolution des prix des produits alimentaires(1)



(1) Les prix utilisés dans ce graphique sont ceux collectés par HAP sur les marchés des 9 principales villes du pays et sont exprimés en gourdes par marmite de 6 lb pour les céréales et les grains, en gourdes par gallon pour l'huile et en gourdes par sachets de 252 grammes pour le spaghetti.

dont le prix a chuté de 28% (de 14 gourdes à 10 gourdes la marmite de 6 livres) à Maïssade. Parallèlement certaines denrées locales ont connu des hausses de prix considérables ; tel est le cas du sorgho, du haricot noir et du riz *ti tèt* dont les prix ont augmenté respectivement de 35 à 45.5 gourdes, de 108.75 à 123.58 gourdes et de 55.17 à 67.50 gourdes sur le marché de Thomonde dans le Plateau central. A ce niveau, il y a lieu de souligner l'importance du haricot, car il constitue la principale source de protéine dans l'alimentation des familles rurales haïtiennes, en particulier dans des ménages les plus pauvres. Dans le Sud, les prix des produits agricoles ont aussi été stables ou ont baissé par rapport à l'année dernière et aux mois précédents. Le maïs s'y vendait en octobre à 15 gourdes et le haricot noir à 110 gourdes la marmite de 6 livres. La stabilité ou la baisse du prix de maïs dans le Sud sont liées aux principaux facteurs suivantes : 1) un niveau de production plus ou moins satisfaisant, bien que décalée, de la première saison culturale ; 2) une bonne disponibilité d'autres produits alimentaires comme les fruits de l'Arbre véritable et de la banane dans la zone sèche d'agriculture et de pêche, et de tubercules telles que l'igname, la patate douce et le tarot dans la zone de montagne humide. Dans le département de la Grande Anse les prix des produits agricoles et importés continuent à être fortement

et défavorablement affectés par l'état des routes. Les produits locaux se vendent à un prix dérisoire tandis que le prix des produits importés est beaucoup plus élevé de 15 à 20% qu'à Port-au-Prince. Même dans le Nord-Ouest, les principaux produits alimentaires locaux et importés ont été stables ou ont légèrement baissés; les prix de la banane, des animaux et du charbon de bois (une source importante de revenus pour les ménages pauvres) ont par contre eu tendance à augmenter en octobre par rapport à septembre. Cette hausse correspondrait à une reprise des prix après leur baisse cyclique en septembre en raison de la rentrée des classes.

Dans une perspective de moyen et long terme, il convient de signaler que la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a annoncé en octobre qu'elle accordait à Haïti un financement de US \$ 17.8 million pour renforcer l'agriculture en milieu rural. Les fonds sont entre autres destinés à renforcer la recherche en vue de réduire les dégâts causées par des pestes et maladies des cultures, à créer des opportunités d'affaires pour les agriculteurs et des opérateurs en amont et en aval tels que les fournisseurs d'intrants, les transporteurs, les processeurs et les exportateurs, et à renforcer les capacités du personnel technique du Ministère de l'agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.

Conclusions et recommandations

La saison d'automne, décalée de deux mois, a été très pluvieuse cette année. Si l'on met à part le Nord-Ouest d'Haïti où la situation était inquiétante au point de vue de la production agricole, à cause de la sécheresse qui régnait dans cette partie du pays, la période cyclonique peut être plutôt vue comme globalement positive dans l'ensemble du pays. Des facteurs économiques favorables (taux de change du dollar américain par rapport à la gourde haïtienne, inflation, prix du carburant...) ont aussi été de bons indices traduisant cette stabilité remarquable enregistrée au niveau du prix des produits alimentaires.

En dépit des avantages qu'il présente au niveau de la production agricole, le département de la Grande Anse se fragilise de plus en plus en termes de sécurité alimentaire en raison du déboisement accéléré qui s'y pratique actuellement. A ce rythme, l'environnement de la zone peut irréversiblement être compromis et menacer la sécurité alimentaire. Prévenir vaut mieux que guérir, des mesures doivent être prises en vue de freiner ce déboisement à outrance qui détruit l'équilibre socio-économique et agro-environnemental de la région. Les mesures à envisager pourraient inclure les suivantes: 1) une vaste campagne de sensibilisation de la population notamment à travers les médias locaux sur les dangers de la déforestation sur l'avenir de la Grande Anse et sur les remèdes à y apporter ; 2) la protection de bassins versants prioritaires (par ex. Fonds Rouge surplombant la ville de Jérémie) ; 3) donner les capacités nécessaires aux autorités locales à différents niveaux pour qu'elles fassent respecter une gestion appropriée du patrimoine forestier de la région.